

Publications périodiques

Comptes annuels



CREDIT MUNICIPAL DE PARIS

Établissement Public Administratif (E.P.A.)

Siège social : 55, rue des Francs Bourgeois 75004

267 500 007 R.C.S. Paris

(exercice clos le 31/12/2017)

Les rapports annuels sont consultables sur le site www.creditmunicipal.fr

A - Comptes annuels du Crédit Municipal de Paris

I. – Bilan (en euros)

Bilan actif (en €)	2017	2016
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	5 947 527	6 227 717
Effets publics et valeurs assimilées	-	0
Créances sur les établissements de crédit	529 432 784	700 531 343
Opérations avec la clientèle	215 130 209	207 772 976
Crédits-bail et location avec option d'achat	0	0
Obligations et autres titres de revenu fixe	70 639 935	59 196 950
Obligations et autres titres de revenu variable	0	0
Participations et activité de portefeuille	151 842	111 075
Parts dans les entreprises liées	33 924 940	37 924 940
Immobilisations incorporelles	793 517	502 367
Immobilisations corporelles	30 355 762	31 745 036
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	4 411 386	2 633 191
Comptes de régularisation	1 354 507	1 025 434
	892 142 409	1 047 671 030
Bilan passif (en €)	2017	2016
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	20 431 507	60 827 557
Opérations avec la clientèle	148 532 803	157 376 565
Dettes représentées par un titre	597 983 221	707 165 238
Autres passifs	2 374 152	3 511 726
Comptes de régularisations	103 620	221 449
Provisions pour risques et charges	1 746 870	1 636 270
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	0	0
Capitaux propres hors F.R.B.G.	120 970 236	116 932 224
Capital souscrit	47 000 000	47 000 000
Primes d'émission	0	0
Réserves	29 818 054	22 932 013
Ecart de réévaluation	40 118 977	40 118 977
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+ / -)	0	0
Résultat de l'exercice (+ / -)	4 033 205	6 881 234
Total	892 142 409	1 047 671 030
Hors Bilan (en €)	2017	2016
Engagements donnés	20 714 286	31 071 429
Engagements de financement	0	0

Engagements de garantie	20 714 286	31 071 429
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus	209 754 504	201 074 683
Engagements en faveur de la clientèle	0	0
Engagement de financement reçus	0	0
Engagements de garanties reçus de la clientèle	209 754 504	201 074 683
Engagements sur instruments financiers à terme	0	20 000 000
Total	230 468 789	252 146 111

II. - Compte de résultat (en euros)

Compte de résultat (en €)	2017	2016
+ Intérêts et produits assimilés	21 914 553	26 337 281
- Intérêts et charges assimilées	-3 508 089	-8 295 123
+ / - Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions	2 059 507	1 945 917
- Commissions	-75 618	-133 728
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation	3 833 503	4 048 345
- Autres charges d'exploitation	-142 701	-156 985
Produit Net Bancaire	24 081 155	23 745 705
- Charges générales d'exploitation	-13 900 525	-13 883 930
- Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-2 611 921	-2 476 997
Résultat brut d'exploitation	7 568 709	7 384 778
+ / - Coût du risque	-258 888	-132 422
Résultat d'exploitation	7 309 822	7 252 357
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-4 000 000	0
Résultat courant avant impôt	3 309 822	7 252 357
+ / - Résultat exceptionnel	-44 474	-154 486
- Impôt sur les bénéfices	767 857	-216 636
+ / - Dotations / Reprises de F.R.B.G. et provisions réglementées	0	0
Résultat net de l'exercice	4 033 205	6 881 234

III. - Annexe aux Comptes Annuels 2017

Les comptes du Crédit Municipal de Paris ont été établis conformément aux principes de la profession bancaire et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 applicable aux établissements de crédit. Les principales méthodes comptables adoptées par l'établissement sont les suivantes :

Généralités : la séparation des exercices : Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe de séparation des exercices. Les intérêts et commissions assimilées sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêt et sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Principes par catégories

Réescompte

Les intérêts courus non échus et les droits de garde des prêts sur gage sont réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêt, et comptabilisés dans le compte de résultat. Les intérêts perçus sur les opérations de placements de l'établissement sont réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêt, et comptabilisés dans le compte de résultat. Les droits de garde de l'activité de conservation d'objets d'art Munigarde sont

également réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté, et comptabilisés dans le compte de résultat.

Comptabilisation des créances douteuses et provisionnement

Le règlement n°2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014 définit les critères du classement des créances douteuses au bilan. Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, indépendamment de l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère systématiquement, de façon forfaitaire, lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins. La comptabilisation des créances douteuses des prêts sur gage répond aux normes réglementaires et bancaires. Les intérêts des prêts sur gage sont provisionnés à 100 %, dès le troisième mois de retard. Le capital est provisionné selon un taux forfaitaire dont la pertinence est vérifiée et ajustée si besoin est chaque semestre au regard des pertes subies sur les trois dernières années glissantes.

Comptes épargne souscrits par des particuliers

Les intérêts des comptes sur livret sont liquidés en fin d'année, sauf lors de la clôture du compte où ils sont arrêtés au prorata temporis de l'année en cours. Les intérêts des comptes à terme sont versés à l'échéance, sauf en cas de clôture anticipée où ils sont versés au *prorata temporis* de la durée du contrat. Les intérêts courus non échus des comptes sur livret et comptes à terme sont réescomptés mensuellement, ils sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté, et comptabilisés dans le compte de résultat.

Opérations sur titres

Sont considérées comme titres de transaction, les interventions sur titres effectuées dès l'origine avec l'intention de les vendre au plus tard au terme d'une durée de détention de six mois. Au 31.12.2017, le Crédit Municipal de Paris ne détient aucun actif relevant de cette catégorie.

Sont considérés comme titres de placement, les titres (actions ou obligations) acquis en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. Au 31.12.2017, le Crédit Municipal de Paris détient un portefeuille d'actif liquide de haute qualité de 32 423 K€. Ces titres sont enregistrés à l'acquisition pour leur valeur d'achat (valeur nominal, prime d'acquisition et coupon couru). La prime d'acquisition fait l'objet d'un étalement sur la durée de détention. Au 31.12.2017, la valeur de marché est supérieure à la valeur comptable des titres et de ce fait, aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée.

Sont considérés comme titres d'investissement, les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable. Au 31.12.2017, le Crédit Municipal de Paris ne détient plus de titres d'investissement. En effet, les titres sont arrivés à échéance : 16,218M€ en juillet 2017 et 4,070M€ en septembre 2017.

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle. À la clôture de l'exercice, le Crédit Municipal de Paris détient 99,99% des parts de CMP Banque, dont la valeur d'utilité est de 33 925 K€. Celle-ci tient compte du montant net des fonds propres de CMP-Banque à la fin de la gestion extinctive.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC du 26 novembre 2014.

Ainsi, les engagements sont enregistrés dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme, destinés à gérer le risque global de taux, sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat à la rubrique « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

À la clôture de l'exercice, les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à des éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts. La règle de la symétrie s'applique également pour les échanges de taux d'intérêt. Ainsi le différentiel d'intérêt couru latent est comptabilisé prorata temporis dans le compte de résultat, et la plus ou moins-value latente corrigée du montant du réescompte est également enregistrée. Cependant, la prise en compte de ce montant diffère selon l'élément couvert.

Les plus et moins-values latentes des opérations couvertes, évaluées à leur valeur nominale (prêts, emprunts, titres d'investissement) n'ayant pas été traduites en comptabilité, la plus ou moins-value latente constatée sur le contrat d'échange de taux n'a pas à être prise en compte. En revanche, les gains et pertes provenant des couvertures effectuées sur les titres de placement sont pris en compte pour le calcul des provisions. Les produits et charges afférents à ces opérations sont comptabilisés, de manière symétrique, dans la même rubrique que les produits et les charges sur les éléments couverts.

Le CMP ne détient aucun instrument financier à terme au 31.12.2017.

Congés payés

La prise des congés payés au Crédit Municipal de Paris se faisant du 1er janvier au 31 mars de l'année suivante, une provision constituée des soldes des congés du personnel non titulaire restant à prendre au 31.12.2017 est comptabilisée, dans les charges générales d'exploitation par variation entre deux exercices.

Immobilisations incorporelles et corporelles

En application de l'ANC 2014-07, la méthode choisie pour évaluer les actifs a consisté à calculer la juste valeur d'un actif à la date de première application, et de la ventiler par composants. Sur la base des éléments d'actif analysés, seul l'immeuble a été identifié et valorisé par composants. Les acquisitions de l'exercice liées à cet immeuble sont ventilées selon les mêmes composants.

Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre :

- les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine ;
- les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Engagements relatifs aux retraites et comptes épargne temps

Les engagements de retraite et les comptes épargne temps ne font l'objet d'aucun provisionnement et ne donnent pas lieu à l'enregistrement d'engagement hors bilan.

Le CMP ne gère aucun régime à prestations définies et ne participe pas à des régimes de retraite par capitalisation. En revanche, l'employeur cotise régulièrement aux régimes de retraite selon le statut des agents concernés (pension civile Etat, CNRACL, URSSAF).

Modes et méthodes d'évaluation des produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise au cours de l'exercice, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

Engagements sociaux

Le Crédit Municipal de Paris n'a aucun régime de participation des salariés aux bénéfices. Il n'existe pas d'accord sur l'intéressement, ni aucune indemnité de fin de carrière au sein du Crédit Municipal de Paris. Les primes de médailles du travail ne font pas l'objet de provisions, l'établissement adhérent au CNAS.

Réévaluation

La réévaluation a été calculée en 1988 sur les immeubles pour une valeur de 40 M€, avec un différé d'impôts sur une durée de 44 ans.

Informations sur les transactions entre les parties liées

En application du règlement de l'ANC 2014-07, l'ensemble des opérations avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le résultat de la consultation de marché et la décision prise par le Comité d'Orientation et de Surveillance le 13 février 2018, en faveur du scénario de gestion externalisée pour la finalisation de la gestion extinctive de CMP-Banque, a entraîné la constatation, au titre de l'exercice 2017, d'une dépréciation des titres de CMP-Banque détenus par le CMP à hauteur de 4 millions d'euros.

CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables ou de présentation des états financiers au cours de l'exercice écoulé.

NOTES SUR LE BILAN

Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Créances sur les établissements de crédits

NATURE DES CREANCES En milliers d'euros	2017	2016
Compte ordinaires	290 312	254 915
Compte et Prêts à terme	226 937	431 062
Créances rattachées	2 175	4 535
Prêts subordonnés à terme	10 000	10 000
Créances rattachées Prêts subordonnés	19	19
TOTAL	529 433	700 531

Le volume des créances sur les établissements de crédit diminue de 24,4% sous l'effet d'une baisse conséquente de 47,36% du montant des encours sur les comptes et prêts à terme tandis que le volume des comptes sur livrets connaît une hausse de 13,9%. Le maintien du concours du CMP au refinancement de CMP Banque est en nette diminution (95 M€ dont 10 M€ de prêt subordonné contre 224M€ en 2016)

DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Compte et prêts à terme	21 000	20 000	10 000	70 405	105 522	-

Emplois de la clientèle**INVENTAIRE (MONTANT NET DE PROVISIONS)**

NATURE DES ENCOURS En milliers d'euros	2017	2016
Prêts sur gages	201 992	195 284
Valeurs non imputées	-	-
Créances douteuses*	4 497	4 123
Créances rattachées	8 641	8 366
TOTAL	215 130	207 773

L'encours brut des prêts sur gages est en nette augmentation (+3,43%) et s'établit en 2017 à 201,99 M€. Le décalage de comptabilisation des règlements des ventes à 30 jours génère une augmentation du volume des créances douteuses (+9,07%).

ÉTATS DE PROVISIONS SUR CREANCES DOUTEUSES

Nature des encours (en K€)	Encours brut sur créances douteuses	Provisions	Reprises	Encours net sur créances douteuses
Prêts sur gages	5 791	1 418	124	4 497
Déclassement par contagion	2 438	-	-	2 438
Créances de plus de trois mois	2 223	288	124	2 059
Gages douteux	1 130	1 130	-	-
Comptes débiteurs	-	-	-	-
Créances rattachées	1 636	1 675	38	- 1
Total	7 427	3 093	162	4 496

Les provisions sur gages douteux sont stables entre 2016 et 2017.

Les provisions sur les intérêts dus progressent entre 2016 et 2017 de 9,54%.

Le risque de non-recouvrement étant mesuré à partir de la constatation des pertes effectivement enregistrées sur les gages mis en vente au cours de l'exercice courant et des quatre exercices antérieurs, le taux de dépréciation calculé par le rapport des pertes constatées au montant de l'encours de prêts s'établit à 7,39% en 2017 soit une baisse de deux points par rapport à 2016.

REPARTITION DES CREDITS SAINS (HORS CREANCES RATTACHEES)**SELON LA DUREE RESTANT A COURIR** En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Montant (en K€)	15 747	29 259	51 709	105 277		

Titres de participation et opérations sur titres

En milliers d'euros	Valeur brute 2017	Provisions sur dépréciation	Valeur nette 2017	Valeur nette 2016
Titres de participation (en K€)				
CMP-Banque	84 037	50 112	33 925	37 925
SIEMP	5	-	5	5
La Parisienne de l'image	-	-	-	-
ABC Microfinance	25	-	25	25
Microfinance Solidaire	45	-	45	25
Microdon SAS	50	-	50	50
Certificat d'associé (en K€)				
FGDR	27	-	27	6
Total	84 189	50 112	34 077	38 036
Opérations sur titre (en K€)				
Obligations et autres titres cotés	32 423	-	32 423	20 809
Créances rattachées	215	-	215	383
Total	32 638	-	32 638	21 192

Les titres détenus par le CMP dans sa filiale CMP Banque ont fait l'objet, en 2017, d'une nouvelle dépréciation de 4 M€ permettant de prendre en compte les conséquences financières de la mise en œuvre d'une gestion externalisée du portefeuille de créances de CMP Banque. La mise en œuvre de ce scénario devrait couvrir le 2^e semestre 2018 et le 1^{er} semestre 2019. L'hypothèse de cession du portefeuille résiduel entre 2020 et 2023 retenue dans le plan d'origine est considérée comme une option pouvant ne pas être exercée.

Immobilisations

Par convention, les cessions de l'exercice sont présentées en signe négatif. Les immobilisations figurent au bilan pour leur prix d'acquisition.

Nature des immobilisations	En milliers d'euros	Valeur brute 2017	Acquisitions de l'exercice	Virements de poste à poste	Cession de l'exercice	Valeur brute 2016
Immobilisations incorporelles		2 880	107	504	-	2 269
Terrains et constructions		40 945	-	-	-	40 945
Immobilisations hors exploitation		-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles		26 651	383	345	-	25 923
Immobilisations en locations		623	-	-	-	623
Immobilisations incorporelles en cours		34	431	- 504	-	107
Immobilisations corporelles en cours		311	591	- 345	-	65
TOTAL		71 444	1 512	-	-	69 932
Amortissements						

NATURE DES IMMOBILISATIONS	En milliers d'euros	Valeur brute 2017	Cessions de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Valeur brute 2016
Immobilisations incorporelles		2 123	-	249	1 874
Terrains et constructions		20 105	-	679	19 426
Immobilisations hors exploitation		624	-	-	624
Autres immobilisations corporelles		17 442	-	1 684	15 758
Immobilisations en locations		-	-	-	-
TOTAL		40 294	-	2 612	37 682

Les méthodes d'amortissement et les durées de vie estimées sont les suivantes :

NATURE DES TRAVAUX

	Durée d'amortissement	Valeur d'achat	Valeur nette 2017	Valeur nette 2016
Rénovation du bâtiment	10 ans	1 339	350	370
Travaux de sécurité	10 ans	2 081	773	860
Rénovation de la toiture	10 ans	1 387	691	751
Motorisation des accès	5 ans	77	5	-
Chauffage, climatisation, électricité	10 ans	466	26	25
Cabine EDF Groupe électrogène	20 ans	2 234	2 108	2 142
TOTAL	-	7 584	3 953	4 148

NATURE DES IMMOBILISATIONS

Frais de développement et logiciels	Linéaire	3 ou 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	3 et 5 ans
Agencements et installations	Linéaire	5, 10 et 20 ans
Réévaluation de l'immeuble	Linéaire	44 et 50 ans

Comptes de régularisation et divers actifs En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2017	2016
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	-	-
Débiteurs divers	4 411	2 633
Comptes de régularisation	1 355	1 025
Créances rattachées	-	-
Total	5 766	3 658

Le compte « Débiteurs divers » est composé pour l'essentiel des versements attendus des commissaires-priseurs correspondant aux ventes réalisées en novembre et décembre 2017 (2,27 M€), de restitutions attendues au titre de crédits et de restitutions d'impôt (1,4 M€) et de participations de collectivités territoriales au financement des activités du microcrédit (0,19M€). Enfin, au 31.12.2017, il restait à percevoir 98,7 K€ de prestations de service refacturées à CMP Banque.

Dettes sur les établissements de crédit

NATURE DES CREANCES En milliers d'euros	2017	2016
Comptes et emprunts à terme	20 000	60 333
Créances rattachées	432	494
TOTAL	20 432	60 827

Le poste a connu une forte décroissance en 2017 (- 67%) passant de 60,33 M€ à 20 M€, en raison de l'arrivée à maturité de plusieurs placements qui, à l'échéance, n'ont pu être renouvelés pour des montants équivalents.

REPARTITION DES COMPTES ET EMPRUNTS A TERME SELON LA DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Compte et emprunts à terme					20 000	

Comptes créditeurs de la clientèle et autres dépôts de la clientèle En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2017	2016
Bons de caisse	30	30
Comptes à terme	85 171	100 680
Comptes sur Livret	58 600	52 139
Autres sommes dues	2 164	1 936
Dettes rattachées	2 567	2 592

TOTAL**148 532****157 377**

Le Crédit Municipal de Paris distribue depuis juin 2012 des produits d'épargne aux particuliers pour diversifier ses sources de refinancement. Au 31.12.2017, ces dépôts sont constitués de comptes sur livret pour 58,6 M€ et de comptes à terme pour 85,17 M€. Les comptes à terme sont d'une durée de 12, 18, 24 mois renouvelables.

Le volume de l'encours des comptes créditeurs de la clientèle évolue à la baisse (-5,92%) sous l'effet conjugué d'une baisse significative des comptes à terme (- 15,40%) et d'une forte augmentation des comptes sur livret (+12,39%), en raison de la relative attractivité des taux de rémunération servis, dans le contexte actuel, nonobstant la révision de la grille de taux intervenue en 2017.

REPARTITION DES COMPTES ET EMPRUNTS A TERME SELON LA DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Comptes créditeurs à terme	5 789	11 920	7 288	21 048	39 126	

Titres de créances négociables En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2017	2016
C.D.N.	542 889	491 977
B.M.T.N.	55 000	214 000
Titres donnés en pension	-	-
Sous total	597 889	705 977
Dettes rattachées	94	1 188
TOTAL	597 983	707 165

REPARTITION DES RESSOURCES (HORS DETTES RATTACHEES) SELON LA DUREE RESTANT A COURIR En milliers d'euros

DUREE RESTANT A COURIR	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Montant	100 121	200 237	150 291	107 241	30 000	10 000

Comptes de régularisation et autres passifs En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2017	2016
Créditeurs divers	2 374	3 512
Comptes de régularisation	104	221
TOTAL	2 478	3 733

Le compte créditeurs divers enregistre essentiellement les charges à payer fournisseur (1,54 M€), les contributions sociales dont le prélèvement forfaitaire sur les revenus de l'épargne à reverser aux services fiscaux (0,13 M€), les dettes des créanciers (0,25M€).

Provisions pour risques et charges En milliers d'euros

NATURE DES PROVISIONS	Valeur nette 2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Valeur nette 2016
Provisions pour retraites	-	-	-	-
Provisions pour pertes et charges	1 728	113	2	1 617
Provisions pour risques et charges ayant supportées l'IS	-	-	-	-
Provisions pour licenciement	-	-	-	-
Provisions exceptionnelles PSG	-	-	-	-
Provisions pour gages douteux	19	-	-	19

TOTAL	1 747	113	2	1 636
--------------	--------------	------------	----------	--------------

CAPITAUX PROPRES En milliers d'euros

CAPITAUX PROPRES	2017	Distribution	Capitalisation des bonis	Complément de dotation	Affectation du résultat	2016
Dotation initiale	47 000	-	-	-	-	47 000
Réserves	29 818	-	305	-	6 581	22 932
Excédents capitalisés	18 362	-	-	-	6 581	11 781
Bonis capitalisés	11 456	-	305	-	-	11 151
Ecart de réévaluation	40 119	-	-	-	-	40 119
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-
Sous total	116 937		305	-	6 581	110 051
Résultat de l'exercice avant affectation et distribution	4 033	-300			- 6 581	6 881
TOTAL	120 970	-300	305	-	-	116 932

Le bénéfice de l'exercice 2016 de 6 881 234,41€ a été imputé pour partie sur les réserves capitalisées et la somme de 0,30M€ a été versée à une association.

NOTES SUR LE HORS BILAN**Opérations sur swap**

Le Crédit Municipal de Paris ne détient plus de swap.

Engagements donnés et reçus

Hors Bilan (en €)	2017	2016
Engagements donnés	20 714 286	31 071 429
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	20 714 286	31 071 429
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus	209 754 504	201 074 683
Engagements en faveur de la clientèle	0	0
Engagement de financement reçus	0	0
Engagements de garanties reçus de la clientèle	209 754 504	201 074 683
Engagements sur instruments financiers à terme	0	20 000 000
Total	230 468 789	252 146 111

Le Crédit Municipal de Paris a accordé à sa filiale CMP Banque deux garanties à première demande sur les emprunts directement souscrits par cette dernière auprès de l'établissement de crédit Dexia.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Produit net bancaire

En milliers d'euros	2017	2016
+ Produits des opérations de trésorerie et interbancaires	3 827	8 800
+ Produits des opérations sur titres	9	44
+ PRODUITS DES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	17 394	16 600
Intérêts	15 334	14 654

Commissions	2 060	1 946
+ Produits des opérations du hors bilan	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	2 745	2 839
- Charges sur opérations interbancaires	- 1 068	- 2 701
- Charges sur opérations financières	- 340	- 3 181
- Charges sur opérations avec la clientèle	- 2 176	- 2 546
- Charges sur opérations du hors bilan	-	-
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 142	- 157
+ Autres produits d'exploitation	- 3 237	3 439
- Autres charges d'exploitation	- 1	-
PRODUIT NET BANCAIRE (AVANT CHARGES REFACTUREES)	23 485	23 137
+ Charges refacturées intra-groupe	597	610
PRODUIT NET BANCAIRE AVEC CHARGES REFACTUREES	24 082	23 747

Produits accessoires

En milliers d'euros	2017	2016
Revenus des immeubles	1 884	1 866
Produits divers d'exploitation (Charges refacturées)	383	427
Autres produits divers d'exploitation	970	1 145
Refacturation intra-groupe	315	331
Loyer perçu de CMP-Banque	281	279
TOTAL	3 833	4 048

Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	2017	2016
CHARGES DE PERSONNEL	7 607	6 825
Rémunération du personnel	4 846	4 449
Charges sociales	2 247	1 920
Charges fiscales	514	456
IMPOTS ET TAXES	402	405
SERVICES EXTERIEURS	25	15
Location	15	6
Rémunération d'intermédiaires	-	-
Transports et déplacements	10	9
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	5 364	6 104
Entretien-Réparation-Fournitures	1 532	1 521
Honoraires extérieurs	1 185	1 210
Autres services extérieurs	2 647	3 373
REFACTURATION INTRA-GROUPE	501	534
TOTAL	13 899	13 883

Coût du risque

Coût du risque (en K€)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations avec la clientèle	- 437	- 368
Dotation nette sur créances douteuses	- 292	- 312
Moins values sur ventes	- 32	- 56
Dotations exceptionnelles	- 113	-
Pertes exceptionnelles	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provisions	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provisions	-	-
Autres opérations	178	235
Dotations nettes sur créances douteuses d'exploitation - Tiers	-	-
Dotation nette sur FRNG	-	-

Reprises de provisions	178	235
Total	- 259	- 133

Par convention, les postes du coût du risque en charges sont présentés en signe négatif.

Synthèse des provisions

Synthèse des provisions (en K€)	Provisions 2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions 2016
Provisions établissement de crédit	-	-	-	-
Provisions clients	2 930	281	162	2 811
Provisions sur titres de placement	-	-	-	-
Provisions sur titres de participation	50 112	4 000		46 112
Provisions pour dépréciations d'actif immobilisé	-	-	-	-
Provisions débiteurs divers	57	11	13	59
Provisions pour risques et charges	1 747	113	2	1 636
Total	54 846	4 405	177	50 618

Éléments exceptionnels En milliers d'euros

NATURE DES COMPTES	2017	2016
CHARGES EXCEPTIONNELLES	95	189
Moins values sur cession actifs	-	-
Titres annulés sur exercices antérieurs	43	144
Indemnités pour gages détériorés	10	7
Autres pertes exceptionnelles	42	38
PRODUITS EXCEPTIONNELS	52	35
Mandats annulés sur exercices antérieurs	5	8
Recouvrements après admission non valeur	-	-
Produits exceptionnels divers	47	27
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 43	- 154

Régime fiscal

L'impôt sur les sociétés a été calculé au taux de 33 1/3 % ; le poste inclut également la contribution sociale sur les bénéfices à 3,30 %.

	RESULTAT AVANT IMPOTS	IMPOTS	RESULTAT APRES IMPOTS
RESULTAT COURANT	3 309 822	- 767 857	4 077 679
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 44 474	-	- 44 474
RESULTAT NET	3 265 348	- 767 857	4 033 205

Le Crédit Municipal de Paris est la société consolidante du Groupe Crédit Municipal de Paris. À ce titre, l'établissement fait partie d'un périmètre d'intégration fiscale auquel participe sa filiale CMP Banque.

L'ajustement d'impôt sur les sociétés, après calcul de l'intégration fiscale, est conservé par la société mère. Une convention a été signée entre le Crédit Municipal de Paris et CMP Banque pour formaliser cette intégration fiscale. L'option a été renouvelée à la fin de l'exercice 2013 pour une nouvelle période de 5 ans.

Son évolution interannuelle résulte

- de la performance économique de chacune des entités,
- de la mise en gestion extinctive de la filiale qui autorise par ailleurs certaines déductibilités du résultat fiscal.

Ainsi,

- S'agissant de l'EPA, en 2017, le résultat net avant impôt est de 3 309 K€ ;
- S'agissant de CMP banque, le résultat net avant impôt est de - 5 067 K€
- Au niveau du groupe CMP, pour 2017, le résultat net avant impôt s'établit à 2 242 K€ et le résultat fiscal à - 1 061 K€ générant un carry back de 354K €.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE)

Conformément à l'article 244 quater C du Code général des impôts, le Crédit Municipal de Paris a bénéficié en 2016 d'un crédit d'impôt ayant pour objet l'amélioration de sa compétitivité.

CICE	2017	2016
MONTANT	232 207	192 394

Le montant du CICE 2016 a été utilisé pour les travaux de rénovation et de déménagement de l'Agence comptable et le démarrage des travaux du service Ventes Expertises et Conservation ainsi que pour la mise aux normes de sécurité du sous-sol.

AUTRES INFORMATIONS

Effectifs

Au 31.12.2017, le nombre d'effectif pourvu est de 134 agents et 122 en ETP.

Compte personnel de formation

Au 31.12.2017, le volume d'heures mobilisables au titre du Compte personnel de formation s'établit à 14 100.

Rémunérations

Aucun jeton de présence n'est alloué aux membres du Conseil d'orientation et de surveillance. La rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée, cela revenant à fournir l'information concernant leur rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires aux comptes

Montant en € HT	KPMG	Grant Thornton	Total
Audit Maison Mère	47 500	47 500	95 000
Service autres que la certification des comptes	0	0	0
TOTAL	47 500	47 500	95 000

Proposition d'affectation des résultats

Il sera proposé d'affecter le résultat de l'exercice 2017 aux réserves à hauteur de 3 733 205€ et en report à nouveau à hauteur de 300 000 €.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

INFORMATIONS FINANCIERES

RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE FILIALE ET PARTICIPATION DONT LA VALEUR EXCEDE 1% DU CAPITAL
ASTREINTE A LA PUBLICATION En milliers d'euros

Capital

Capitaux propres
autres que le
capital

Quote-part du
capital détenue
(en %)

Résultats (bénéfices ou
pertes du dernier
exercice clos en K€)

Filiales détenues à plus de 50%

CMP-Banque	84 037		99,99	- 5 038
55, rue des Francs Bourgeois 75004 PARIS				
SIREN n° B 451 309 728 / Code CIB : 50140 A				

Participations détenues entre 10 et 50%

Néant

RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR TOUTES LES FILIALES ET PARTICIPATIONS	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus :				
Brute	84 037	-	152	-
Nette	33 925	-	152	-

Montant des prêts et avances accordés	20 000	-	-	-
Montants des prêts subordonnés	10 000	-	-	-
Montant des engagements et avals donnés	20 714	-	-	-
Montant des dividendes encaissés	-	-	-	-

Une convention cadre du groupement de moyens du CMP signée le 16 octobre 2007 entre le Crédit Municipal de Paris et sa filiale CMP Banque définit les modalités de fonctionnement de ce groupement en précisant la nature et le contenu des missions assurées par chacune des entités pour le compte du groupement. Le périmètre et les clefs de répartition des charges sont précisés en annexe dont la refacturation intervient trimestriellement.

IV. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

A l'attention du Conseil d'Orientation et de Surveillance du Crédit Municipal de Paris (E.P.A.),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Crédit Municipal de Paris (E.P.A.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des titres de participation

Risque identifié

Les titres de participation détenus par le Crédit Municipal de Paris (E.P.A.) dans sa filiale sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité, fondée sur la juste valeur économique de CMP-Banque au terme de la gestion extinctive de l'établissement (cf. Note 1.2.4 de l'annexe).

Nous avons considéré l'estimation du montant de la dépréciation des titres de participation CMP-Banque comme un point clé de l'audit pour les raisons suivantes :

Recours important au jugement de la direction ;

Sensibilité de la détermination de la juste valeur économique de CMP-Banque aux scénarii de gestion externalisée, établis par la direction dans le cadre de la poursuite de la gestion extinctive de la banque, aux hypothèses de calcul utilisées ainsi qu'aux paramètres de marché ;

Risque d'incidence matérielle sur les résultats de l'établissement.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier la cohérence de la valeur d'utilité retenue et à vérifier le calcul du montant de la dépréciation constatée.

Nous avons évalué le caractère raisonnable des principales hypothèses et des paramètres utilisés dans le calcul de la juste valeur économique de CMP-Banque sur la base des projections financières réalisées selon différents scénarii de gestion externalisée issus des plans stratégiques établis par le management.

Nous avons vérifié que la note annexe 4.C donne une information appropriée.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général et dans les autres documents adressés aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes du Crédit Municipal de Paris (E.P.A.) par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance du 2 janvier 2007 pour le cabinet KPMG S.A et du 23 mai 2013 pour le cabinet Grant Thornton.

Au 31 décembre 2017, le cabinet KPMG S.A était dans la 11ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Grant Thornton dans la 5ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre, il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 mars 2018. Les commissaires aux comptes : KPMG S.A. Ulrich Sarfati Associé / GRANT THORNTON Hervé Grondin Associé et Azarias Sekko Directeur

B - Comptes consolidés annuels du Crédit Municipal de Paris

I. – Bilan (en euros)

Bilan actif (en €)	2017	2016
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	6 618 702	6 581 416
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	469 133 517	524 187 185
Opérations avec la clientèle	348 045 364	455 525 187
Crédits-bail et location avec option d'achat	0	0
Obligations et autres titres de revenu fixe	70 639 935	80 389 245
Obligations et autres titres de revenu variable	0	0
Participations et activité de portefeuille	171 933	169 068
Parts dans les entreprises liées	0	0
Immobilisations incorporelles	1 650 714	1 985 103
Immobilisations corporelles	30 613 361	32 197 512
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	4 701 245	2 578 438
Comptes de régularisation	2 431 067	1 489 221
Total	934 005 838	1 105 102 375

Bilan passif (en €)	2017	2016
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	0	
Dettes envers les établissements de crédit	42 059 705	93 241 914
Opérations avec la clientèle	149 628 649	159 624 499
Dettes représentées par un titre	597 983 221	707 165 238
Autres passifs	7 621 729	9 391 958
Comptes de régularisations	3 839 927	1 790 734
Provisions pour risques et charges	8 066 512	9 619 108
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	1 067 677	1 067 677
Intérêts & résultat minoritaires	-2	12
Capitaux propres hors F.R.B.G.	123 738 420	123 201 236
Capital souscrit	47 000 000	47 000 000
Primes d'émission	0	0
Réserves	29 947 754	23 061 713
Ecart de réévaluation	40 118 977	40 118 977
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+ / -)	6 560 513	2 545 808
Report à nouveau (+ / -) (impôts différés)	-1 652 709	2 843 093
Résultat de l'exercice (+ / -)	1 763 885	7 631 645
Total	934 005 838	1 105 102 375

Hors Bilan (en €)	2017	2016
Engagements donnés	20 743 424	31 151 429
Engagements de financement	-	1 000
Engagements de garantie	20 743 424	31 150 429
Engagements sur titres	-	-
Engagements reçus	324 262 616	406 823 683
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	324 262 616	406 823 683
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur IFT	-	20 000 000

Total**345 006 040****457 975 111****II. - Compte de résultat** (en euros)

Compte de résultat (en €)	2017	2016
+ Intérêts et produits assimilés	32 136 294	43 398 007
- Intérêts et charges assimilées	-4 591 839	-10 528 257
+ / - Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions	3 849 804	4 259 968
- Commissions	-659 430	-1 082 696
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-42 340	-72 221
+ Autres produits d'exploitation	4 160 768	5 347 202
- Autres charges d'exploitation	-200 715	-235 218
Produit Net Bancaire	34 652 543	41 086 785
- Charges générales d'exploitation	-18 392 529	-20 046 042
- Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	-3 502 670	-3 266 786
Résultat brut d'exploitation	12 757 344	17 773 957
+ / - Coût du risque	-10 514 928	-6 546 475
Résultat d'exploitation	2 242 416	11 227 482
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	2 242 416	11 227 482
+ / - Résultat exceptionnel	-44 474	-154 486
- Impôt sur les bénéfices	-434 065	-3 441 345
+ / - Dotations / Reprises de F.R.B.G. et provisions réglementées	0	0
- Intérêts minoritaires	8	-6
Résultat net de l'exercice	1 763 885	7 631 645

III. - Annexe aux Comptes Annuels 2017**Note 1 : Principes d'élaboration des comptes consolidés du Groupe Crédit Municipal de Paris****Périmètre et modalités de consolidation**

Le Crédit Municipal de Paris (SIREN 267500007) dont le siège social est 55, rue des Francs-Bourgeois à Paris 75004 contrôle exclusivement sa filiale CMP Banque dont il détient 99,9 % du capital.

La méthode de consolidation appliquée est l'intégration globale, visant à reprendre les comptes des entreprises consolidées après retraitements éventuels et élimination des opérations réciproques.

Les comptes consolidés regroupent les comptes du Crédit Municipal de Paris et de sa filiale CMP Banque. Ils sont dénommés « Comptes consolidés du Groupe Crédit Municipal de Paris ». Ils sont établis conformément :

- aux règles prévues dans le règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables ;
- aux méthodes définies par le Groupe pour sa consolidation et conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

Les comptes des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont arrêtés au 31 décembre.

Faits caractéristiques et événements significatifs

Les conseils d'administration de la filiale CMP Banque des 8 et 30 juin 2015 ont donné mandat au Directeur Général pour lancer la mise en œuvre et les modalités d'une gestion extinctive de l'activité dont les effets s'échelonneront dans le temps. Les principales composantes de ce scénario sont :

Sur le plan opérationnel :

- l'arrêt de la commercialisation de produits et services bancaires à compter de septembre 2015, et la fermeture des agences commerciales mise en œuvre à partir de 2016 et jusqu'à fin 2017,

- l'arrêt du traitement des opérations de gestion des produits bancaires (activité de gestion de comptes à vue et comptes d'épargne) survenu au cours du 1er semestre 2016,
- les cessions conclues, en décembre 2015, pour le portefeuille sain des ouvertures de crédits hypothécaires (OCH) et en juillet 2016 pour la quasi-totalité du portefeuille douteux compromis des OCH.

Sur le plan organisationnel et social :

- la négociation et mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) portant sur la totalité des effectifs avec des départs échelonnés, à l'origine, entre début 2016 et fin 2020,
- après obtention de la validation de la DIRECCTE sur le plan de sauvegarde de l'emploi, le conseil d'administration du 09 décembre 2015 a acté la mise en œuvre des premiers licenciements début 2016,
- au 31.12.2017, 100 collaborateurs sur un total de 121 (hors mandataire social) au 31-12-2015 ont quitté CMP Banque dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi.

Sur le plan juridique :

- Il a été décidé de ne pas enclencher, à ce stade, le processus de retrait d'agrément bancaire envisagé initialement, afin de maintenir un accès au FICP (fichier des incidents de paiements des crédits aux particuliers) pour la gestion des créances dont CMP Banque est propriétaire.

Au cours de l'année 2017, CMP Banque a procédé à la cession de la totalité des encours risqués et non performants identifiés au 31.12.2016 (créances douteuses, douteuses compromises et plans de surendettement). Le contrat-cadre de cession conclu en juin 2017, inclut également, à compter du 1er janvier 2017, la cession mensuelle des nouveaux flux de créances douteuses dès lors qu'elles atteignent 180 jours d'impayés et de créances faisant l'objet d'un traitement de surendettement à compter de l'homologation du plan définitif.

Cette opération a entraîné la suppression du dispositif opérationnel interne dédié à la gestion des dossiers contentieux et de surendettement.

Pour la clôture des comptes annuels, dans ce contexte, les comptes sociaux de CMP Banque au 31.12.2017 restent établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation.

Le plan d'affaires qui a été élaboré, au titre de cette période de gestion extinctive, a pris en compte l'écoulement normalement attendu des encours de crédits intégrant des données historiques issues de la gestion du portefeuille. Il prévoit également que CMP Banque bénéficie tout au long de la période de gestion extinctive du refinancement de sa maison-mère, le Crédit Municipal de Paris.

Retraitements et éliminations

Élimination des opérations internes au Groupe

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe a été éliminé. Il s'agit principalement d'opérations de refinancement et de refacturation de services communs.

Impôts différés

Toutes les différences temporaires résultant de différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ont été identifiées, de même que les impôts afférents aux écritures de consolidation.

Les impôts différés, calculés selon la méthode du report variable, correspondent à l'ensemble des différences futures entre les résultats comptable et fiscal apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Ces différences génèrent des actifs et passifs d'impôts qualifiés de différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Le résultat net du groupe consolidé intègre l'impact des impôts différés à hauteur de 1,2 M€.

Réserve de réévaluation

Conformément au règlement 2014-03, la réserve de réévaluation de l'immeuble détenu par le Crédit Municipal de Paris a été maintenue dans les capitaux propres consolidés.

Note 2 : Information sur les règles et principes comptables

Les comptes consolidés sont établis conformément au règlement 99-07 du Comité de la réglementation du 24 novembre 1999 tel que modifié par le règlement CRC n° 2004-18, transposant en droit français les directives européennes applicable aux comptes des entreprises à caractère financier et modifié par le règlement ANC 2016-10 du 12 décembre 2016 modifiant l'annexe de ce règlement.

Les opérations sont enregistrées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, à savoir la continuité d'exploitation, la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, et l'indépendance des exercices. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Séparation des exercices

Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe de séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont calculés au prorata temporis jusqu'à la date d'arrêté et sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les prêts à la clientèle sont tous, sans exception, réescomptés. Les intérêts des comptes à terme à la clientèle sont réescomptés. Les autres commissions sont enregistrées selon le critère de la date d'exigibilité, de la date d'encaissement ou de paiement.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur historique. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation.

Opérations sur titres

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC :

- sont considérées comme titres de transaction, les interventions sur titres effectuées dès l'origine avec l'intention de les vendre au plus tard au terme d'une durée de détention de six mois. Le Groupe Crédit Municipal de Paris ne détient aucun actif de cette catégorie au 31.12.2017 ;
- sont considérés comme titres de placement, les titres (actions ou obligations) acquis en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. À la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation des titres en cours sur la base de leur valeur de marché au 31 décembre ; les moins-values sont constatées par voie de provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Au 31.12.2017, le Groupe Crédit Municipal détenait un portefeuille d'actif liquide de haute qualité de 32 423K€.
- sont considérés comme titres d'investissement, les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable. Le Groupe Crédit Municipal de Paris ne détient aucun actif de cette catégorie au 31.12.2017.

Titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés sont enregistrés au coût historique. À la clôture de l'exercice, il est procédé à une évaluation de la valeur d'usage de ces titres, et si nécessaire, des provisions sont constatées en déduction de l'actif.

Ces titres détenus à long terme sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables, en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus, en raison du faible pourcentage de droits de vote qu'ils représentent.

Au 31.12.2017, le Groupe Crédit Municipal de Paris détient un portefeuille de titres de participation non consolidés de 125 K€.

Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'ANC. Ainsi, les engagements sont enregistrés dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme, destinés à gérer le risque global de taux, sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat à la rubrique « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

À la clôture de l'exercice, les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à des éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts. La règle de la symétrie s'applique également pour les échanges de taux d'intérêt. Ainsi le différentiel d'intérêt couru latent est comptabilisé prorata temporis dans le compte de résultat, et la plus ou moins-value latente corrigée du montant du réescompte est également enregistrée. Cependant, la prise en compte de ce montant diffère selon l'élément couvert.

Les plus et moins-values latentes des opérations couvertes, évaluées à leur valeur nominale (prêts, emprunts, titres d'investissement) n'ayant pas été traduites en comptabilité, la plus ou moins-value latente constatée sur le contrat d'échange de taux n'a pas à être prise en compte. En revanche, les gains et pertes provenant des couvertures effectuées sur les titres de

placement sont pris en compte pour le calcul des provisions. Les produits et charges afférents à ces opérations sont comptabilisés, de manière symétrique, dans la même rubrique que les produits et les charges sur les éléments couverts.

Au 31.12.2017, le groupe Crédit Municipal de Paris ne détient aucun instrument financier à terme.

Opérations avec la clientèle : traitement du risque de crédit

Les opérations avec la clientèle sont composées :

- à l'actif, des crédits à la clientèle présentés à leur valeur de capital restant dû et des comptes ordinaires débiteurs inscrits à leur valeur nominale, majorés le cas échéant des intérêts courus calculés à la date de clôture, et net des décotes et des dépréciations constituées au titre du risque de crédit ;
- au passif, des encours de comptes créditeurs à vue et à terme, ainsi que des comptes d'épargne inscrits à leur valeur nominale et majorés, le cas échéant, des intérêts courus calculés à la date de clôture.

Pour le traitement du risque de crédit, le Groupe Crédit Municipal de Paris applique le règlement ANC n°2014-07 ainsi que les différents communiqués et avis du Comité d'urgence du CNC y afférent, à savoir :

- le communiqué du CNC du 21 novembre 2003 concernant le traitement comptable des crédits restructurés à des conditions hors marché ;
- l'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2003-G du 18 décembre 2003 portant sur les modalités de passages des encours douteux en encours douteux compromis figurant dans le règlement ANC n°2014-07.

Classification des encours de crédits à la clientèle

Les encours de crédit sont classés en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours dus par les débiteurs dont un engagement au moins, présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, indépendamment de l'existence de garantie ou de caution.

Les créances douteuses compromises sont les créances ayant atteint 180 jours d'impayés et pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée avant d'être cédées le mois suivant.

Depuis le 1er janvier 2017, CMP Banque procède à la cession mensuelle des créances douteuses dès lors qu'elles atteignent 180 jours d'impayés et des créances faisant l'objet d'un traitement de surendettement à compter de l'homologation du plan définitif.

Un portefeuille résiduel d'ouvertures de crédits hypothécaires (OCH) en gestion contentieuse reste inscrit en encours douteux compromis.

CMP Banque ne comptabilise plus de créances restructurées à des conditions hors marché, du fait de la situation financière d'un débiteur. Les dossiers faisant l'objet d'une demande de traitement de surendettement (dite phase de recevabilité) sont identifiés dans le système d'information, déclassés en encours douteux et cédés à l'homologation du plan.

Segmentation des encours

Compte tenu de la spécialisation du Groupe Crédit Municipal de Paris dans la distribution de crédits de trésorerie aux particuliers, il est procédé à une segmentation de ces encours fondée sur la nature des prêts distribués.

Il n'est pas fait usage de système de notation interne.

Déclassement des créances douteuses

En application du principe de contagion, l'ensemble des concours accordés à une même contrepartie ayant au moins un prêt déclaré douteux ou douteux compromis, est déclassé en encours douteux.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les intérêts de retard sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Ces dépréciations sont enregistrées en neutralisation des intérêts au niveau du Produit Net Bancaire.

Dépréciation des encours douteux et douteux compromis

La méthode de dépréciation appliquée par le Groupe Crédit Municipal de Paris distingue :

Les prêts sur gage

Les prêts sur gage répondent aux mêmes règles de déclassement en encours douteux ou douteux compromis. Les intérêts sont provisionnés à 100 % et le capital fait l'objet d'une dépréciation statistique, dès le troisième mois de retard, sur la base d'un taux

de perte calculé sur les 3 dernières années glissantes par le rapport des pertes effectivement constatées au montant du capital douteux compromis.

Il est précisé que, conformément à l'article 2084 du Code civil, ces crédits sont soumis à une réglementation spécifique, le Crédit Municipal de Paris pouvant faire procéder à la vente aux enchères publiques des objets déposés en gage afin de recouvrer ses créances.

En conséquence, les prêts sur gage ne font pas l'objet de restructuration.

Les autres crédits de trésorerie

Depuis la mise en œuvre du contrat-cadre de cession des créances douteuses présentant plus de 180 jours d'impayés et des créances faisant l'objet d'un plan homologué par la Commission de Surendettement, CMP Banque applique des taux de dépréciation sur la base des taux moyens de perte observé en 2017 par nature de créance :

Pour les créances entrant dans le champ d'application du contrat-cadre de cession :

un taux de dépréciation est appliqué sur les créances douteuses de 90 j à 180 j correspondant au taux moyen de pertes observé sur les cessions de créances de même nature réalisées en 2017 et après prise en compte d'un taux moyen de retour en sain constaté sur la même période ;

un taux de dépréciation correspondant au taux moyen de pertes observé lors de la cession des plans de surendettement homologués en 2017 ;

un taux de dépréciation est appliqué sur les créances déchues et cédées le mois suivant correspondant au taux moyen de pertes observé en 2017 sur les créances de même nature.

Compte tenu des délais pris en compte pour les cessions de créances douteuses et de surendettement, il n'est pas calculé de complément de taux correspondant à l'impact de l'actualisation.

Un portefeuille résiduel d'ouvertures de crédits hypothécaires (OCH) en gestion contentieuse reste inscrit en encours douteux compromis. Ces créances sont dépréciées sur une base individuelle en tenant compte, le cas échéant, de la valeur de la garantie associée.

Présentation dans le compte de résultat

La charge nette de l'exercice au titre des risques, hors dépréciations sur intérêts, figure au compte de résultat sous la rubrique « Coût du risque » ; elle est constituée par les dotations et par la part des créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations, diminuées des reprises aux comptes de dépréciations.

Le Groupe Crédit Municipal de Paris enregistre les dépréciations correspondant, en valeur actualisée, à l'ensemble de ses pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre : les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires, que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine ;

- les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

Engagements sociaux

Le Crédit Municipal de Paris, établissement public administratif, n'a pas obligation de mettre en œuvre un régime de participation ou d'intéressement. En outre, l'octroi d'indemnités de départ à la retraite ne s'applique pas à l'établissement.

La prise des congés payés au Crédit Municipal de Paris se faisant du 1er janvier au 31 mars de l'année suivante, une provision constituée des soldes des congés du personnel non titulaire restant à prendre au 31.12.2017 est comptabilisée, dans les charges générales d'exploitation par variation entre deux exercices.

CMP Banque a institué un régime de participation des salariés aux bénéfices conformément aux dispositions légales. La participation est liée aux résultats de la société ; elle existe en conséquence dans la mesure où les résultats de l'exercice permettent de dégager une réserve de participation positive. Un accord de participation, formalisé avec les instances représentatives du personnel, est applicable à compter du 1er janvier 2012.

L'entreprise n'a pas formalisé d'accord avec les instances représentatives du personnel pour les plans de participation et d'intéressement.

Dans le cadre de l'accord sur la réduction du temps de travail, l'établissement autorise la création d'un compte épargne temps, qui permet aux salariés qui le souhaitent d'accumuler des jours de congés rémunérés ou de développer une épargne monétisée pour indemniser des congés spécifiques de fin de carrière, des congés pour convenance personnelle, un passage à temps partiel ou des congés légaux non rémunérés. Les comptes épargne-temps (CET) des agents, qui ne relèvent pas des catégories agents titulaires de la fonction publique et agents contractuels de droit public à durée indéterminée, sont comptabilisés en dettes de personnel.

La prise des congés se faisant du 1er janvier au 30 avril de l'année suivante, la dette représentative des congés restant à prendre au 31 décembre est comptabilisée en dettes de personnel.

Compte tenu du contexte de gestion extinctive et de la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) portant sur la totalité des effectifs, CMP Banque ne constitue pas de provisions au titre des indemnités de fin de carrière. Hors licenciement s'inscrivant dans la réalisation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), CMP Banque constitue des provisions pour licenciement sur la base des litiges prévisibles ou avérés à la date d'arrêt.

Les pensions et retraites du personnel de CMP-Banque sont prises en charge par des organismes interprofessionnels auxquels sont versées périodiquement des cotisations. Celles-ci sont prises en charge dans l'exercice de leur appel. CMP-Banque n'a pas d'engagement au titre de personnels en préretraite. Les primes de médailles du travail ne font pas l'objet de provisions. Le CMP ne gère aucun régime à prestations définies et ne participe pas à des régimes de retraite par capitalisation. En revanche, l'employeur cotise régulièrement aux régimes de retraite selon le statut des agents concernés (pension civile Etat, CNRACL, URSSAF).

Traitement des bonis prescrits

Conformément à l'article D.514-21 du Code monétaire et financier, les bonis prescrits ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés pour un montant net de 305 K€ au titre de l'exercice 2017.

Réévaluation

L'immeuble d'exploitation a fait l'objet d'une réévaluation calculée en 1988, comptabilisée en écart de réévaluation pour un montant de 40 M€, avec un différé d'impôt étalé sur une durée de 44 ans.

Informations sur les transactions entre les parties liées

En application du règlement de l'ANC 2014-07, l'ensemble des opérations entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Garantie à première demande

Le Crédit Municipal de Paris a accordé à sa filiale CMP Banque deux garanties à première demande sur les emprunts directement souscrits par cette dernière auprès de l'établissement de crédit Dexia pour un montant total de 20,7 M€ au 31.12.2017.

CHANGEMENT DE MÉTHODES ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables ni de présentation par rapport aux comptes établis, approuvés et publiés au 31 décembre 2016.

NOTES SUR LE BILAN Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Note 3 : Créances sur les établissements de crédits

Nature des créances (en K€)	2017	2016
Compte ordinaire	325 520	303 159
Compte et prêts à terme	141 927	217 062
Autres sommes dues -Etablissement de crédit	-	72
Créances rattachées	1 687	3 894
Total	469 134	524 187

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Compte et prêts à terme (en K€)	21 000	20 000	10 000	5 405	85 522	-

Note 4 : Emplois de la clientèle*Inventaire (montant nets de provisions)*

Nature des encours (en K€)	2017	2016
Crédits de trésorerie	128 502	208 641
Crédits de trésorerie - Créances restructurées		2 631
Crédits à l'habitat	1 047	1 491
Crédits à l'habitat - Créances restructurées		84
Prêts sur gages	201 992	195 284
Comptes ordinaires débiteurs		31
Valeurs non imputées	232	766
Créances douteuses	7 130	37 416
Créances rattachées	9 142	9 182
TOTAL	348 045	455 525

Répartition des encours douteux et douteux compromis

Encours douteux et douteux compromis (en K€)	31.12.2017		31.12.2016	
	Encours	Provisions	Encours	Provisions
Encours douteux	4 606	2 403	22 464	6 675
Prêts sur gages				
Crédits de trésorerie	4 087	2 227	6 326	768
Crédits restructurés	-	-	13 849	5 907
Crédits hypothécaires et à l'habitat	519	176	2 222	-
Comptes ordinaires et OCH	-	-	-	-
Encours déclassés - principe de contagion	-	-	67	-
Encours douteux compromis	8 114	2 402	47 233	25 608
Prêts sur gages	5 791	1 294	5 439	1 317
Crédits de trésorerie	365	326	35 980	22 089
Crédits hypothécaires et à l'habitat	-	-	3 732	1 036
Comptes ordinaires et OCH	1 958	782	2 082	1 167
Comptes débiteurs	-	-	-	-
Intérêts de retard	2 103	2 104	7 788	7 788
Clause de résolutions/créances cédées		784		
Total	14 823	7 693	77 485	40 070

États de provisions sur créances douteuses

Nature des encours (en K€)	Encours brut sur créances douteuses	Provisions	Encours net sur créances douteuses
Crédits de trésorerie	4 452	2 553	1 899
Prêts sur gages	5 791	1 294	4 497
Crédits à l'habitat	519	176	343
Comptes ordinaires et OCH	1 958	782	1 176
Comptes débiteurs	-	-	-
Intérêts de retard /pénalités CTX	2 103	2 104	-
Clause de résolution s/créances cédées	-	784	- 784
Total	14 823	7 693	7 131

Répartition des crédits selon la durée restant à courir

Durée restant à courir (en K€)	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Crédits dont la durée initiale est :						
<= 1 an	15 747	29 259	51 709	105 277	-	-

> 1 an	2 984	5 869	8 475	15 399	66 122	30 700
--------	-------	-------	-------	--------	--------	--------

Note 5 : Titres de participation et opérations sur titres

Nature des titres (en K€)	Valeur brute	2017	Valeur nette	2016
		Surcote/Décote Provisions		Valeur nette
Obligations et autres titres cotés	32 423	-	32 423	41 618
Créances rattachées	215	-	215	766
Total	32 638	-	32 638	42 384
Titres de participation (en K€)	Valeur brute 2017	Provisions sur dépréciation	Valeur nette 2017	Valeur nette 2016
CMP-Banque	84 037	50 112	33 925	37 925
SIEMP	5	-	5	5
La Parisienne de l'image	-	-	-	-
ABC Microfinance	25	-	25	25
Microfinance Solidaire	45	-	45	25
Microdon SAS	50	-	50	50
Certificat d'associé (en K€)				
FGDR	27	-	27	6
Total	84 189	50 112	34 077	38 036
Opérations sur titre (en K€)				
Obligations et autres titres cotés	32 423	-	32 423	20 809
Créances rattachées	215	-	215	383
Total	32 638	-	32 638	21 192

Note 6 : Immobilisations

Nature des immobilisations (en K€)	Valeur brute 2016	Acquisitions de l'exercice	Virements de poste à poste	Cession de l'exercice	Valeur brute 2017
Immobilisations incorporelles	11 940	109	1 301	-	13 350
Terrains et constructions	40 945	-	-	-	40 945
Immobilisations hors exploitation	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	30 772	384	345	-	31 501
Immobilisations en locations	623	-	-	-	623
Immobilisations incorporelles en cours	837	498	- 1 301	-	34
Immobilisations corporelles en cours	65	591	- 345	-	311
Total	85 182	1 582	-	-	86 764

Note 7 : Amortissements

Nature des immobilisations (en K€)	Valeur brute 2016	Cessions de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Valeur brute 2017
Immobilisations incorporelles	10 791	-	943	11 734
Terrains et constructions	19 426	-	679	20 105
Immobilisations hors exploitation	624	-	-	624
Autres immobilisations corporelles	20 154	-	1 879	22 033
Immobilisations en locations	-	-	-	-
Total	50 995	-	3 501	54 496

Méthodes d'amortissement et durées d'utilisation estimées

Droit au bail	Non amorti	
Frais de développement et d'acquisition des logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Frais de développement et d'acquisition des progiciels	Linéaire	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Agencements et installations	Linéaire	5, 10 et 20 ans
Immeubles d'exploitation	Linéaire	80 ans
Réévaluation de l'immeuble d'exploitation	Linéaire	44 et 50 ans

Le Groupe Crédit Municipal de Paris ne détient aucun contrat de crédit-bail au 31.12.2017.

Note 8 : Comptes de régularisation et divers actifs

Le compte « Débiteurs divers » est composé pour l'essentiel des versements attendus des commissaires-priseurs, des dégrèvements d'IS et restitution au titre de crédit d'impôt et de participations de collectivités territoriales au financement des activités du micro-crédit.

Nature des comptes (en K€)	2017	2016
Autres actifs	4 701	2 578
Débiteurs divers	4 701	2 578
Créances rattachées		
Comptes de régularisation	2 432	1 489
Comptes de régularisation	2 432	1 489
Impôts différés actif		-
Total	7 133	4 067

Note 9 : Dettes envers les établissements de crédit

Nature des comptes (en K€)	31.12.2017	31.12.2016
Comptes ordinaires créditeurs	140	182
Comptes et emprunts à terme	40 714	91 404
Valeurs données en pension	-	-
Autres sommes dues	-	-
Dettes rattachées	1 206	1 655
Total	42 060	93 241

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Compte et emprunts à terme (en K€)		7 857	2 500		30 357	

Note 10 : Comptes créditeurs de la clientèle et autres dépôts de la clientèle

Nature des comptes (en K€)	31.12.2017	31.12.2016
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
Comptes sur Livret	58 600	52 139
Comptes à terme	85 171	100 680
Bons de caisse	30	30
Autres sommes dues	3 260	4 184
Dettes rattachées	2 567	2 592
Total	149 628	159 625

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
Comptes créditeurs à terme (en K€)	5 789	11 920	7 288	21 048	39 126	-

Note 11 : Titres du marché interbancaire et créances négociables

Nature des comptes (en K€)	31.12.2017	31.12.2016
C.D.N.	542 889	491 977
B.M.T.N.	55 000	214 000
Titres donnés en pension	-	-
Sous total	597 889	705 977
Dettes rattachées	94	1 188
Total	597 983	707 165

Répartition des ressources selon la durée restant à courir

Durée restant à courir	D <= 1 mois	1 mois < D <= 3 mois	3 mois < D <= 6 mois	6 mois < D <= 1 an	1 an < D <= 5 ans	D > 5 ans
------------------------	-------------	----------------------	----------------------	--------------------	-------------------	-----------

Montant des titres (en K€)	100 121	200 237	150 291	107 241	30 000	10 000
----------------------------	---------	---------	---------	---------	--------	--------

Note 12 : Comptes de régularisation et autres passifs

Nature des comptes (en K€)	31.12.2017	31.12.2016
Créditeurs divers	7 622	9 392
Comptes de régularisation	956	2 211
Retraitement impôts différés passif	1 653	2 843
Retraitement impôts sur le résultat	1 232	- 3 261
Sous total comptes de régularisation	3 840	1 793
Total	11 462	11 185

Note 13 : Provisions pour risques et charges

Nature des provisions (en K€)	2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	2017
Provisions pour pertes et charges	1 617	113	2	1 728
Provisions pour litiges	200	15	-	215
Provisions pour gages douteux	19	-	-	19
Provisions pour licenciement	35	15	-	50
Provisions exceptionnelle PSG	-	-	-	-
Provisions pour indemnités de fin de carrière	0	-	-	0
Provisions pour gestion extinctive CMP Banque	7 748	597	2 290	6 055
Total	9 619	740	2 292	8 067

Note 14 : Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux reste inchangé au 31.12.2017 et s'établit à 1 068 K€.

Note 15 : Tableau de variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres (en €)	Groupe	Minoritaires	TOTAL
Capitaux propres au 31.12.2015	115 243 801	6	115 243 807
Dotation en capital reçue			-
Bonis capitalisés	325 790		325 790
Dividendes versés	-		-
Dividendes reçus			-
Variation du % d'intérêts			-
Impôts différés			-
Résultat de l'exercice 2016	7 631 645		7 631 645
Capitaux propres au 31.12.2016	123 201 236	6	123 201 242
Dotation en capital reçue	-		-
Bonis capitalisés	304 806		304 806
Distributions	- 300 000		- 300 000
Dividendes reçus			-
Variation du % d'intérêts		-	-
Impôts différés	- 1 231 513		- 1 231 513
Résultat de l'exercice 2017	1 763 885		1 763 885
Capitaux propres au 31.12.2017	123 738 414	6	123 738 420

NOTES SUR LE HORS BILAN

Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Note 16 : Instruments financiers à terme

Aucun

Note 17 : Engagements donnés et reçus

Engagements (en K€)	31.12.2017	31.12.2016	Nature des garanties
---------------------	------------	------------	----------------------

Engagements donnés	20 743	31 151	
Engagements de financement	-	1	
Engagements de garantie	29	79	Contrats LOCAPHP et LOCACDC
Garantie à première demande	20 714	31 071	Garantie données à des établissements de crédits
Engagements reçus	324 263	406 824	
Engagements de refinancement	-	-	
Garanties reçues de la clientèle	114 508	205 749	Crédits - Cautions et hypothèques
Prêts sur gages	209 755	201 075	Montant de la garantie des Commissaires Priseurs
Engagements sur IFT	-	20 000	
Total	345 006	457 975	

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Les montants sont indiqués en milliers d'euros à l'arrondi près

Note 18 : Produit net bancaire

Produit Net Bancaire (en K€)	2017	2016
+ Produits des opérations de trésorerie et interbancaires	3 827	8 800
+ Produits des opérations sur titres	9	44
+ Produits des opérations avec la clientèle	30 859	39 013
Intérêts	27 026	34 763
Commissions	3 833	4 250
+ Produits des opérations du hors bilan	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	3 683	4 744
- Charges sur opérations interbancaires	- 3 278	- 7 295
- Charges sur opérations financières	- 737	- 3 609
- Charges sur opérations avec la clientèle	- 2 178	- 2 903
- Charges sur opérations du hors bilan	-	-
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 745	- 1 114
+ Autres produits d'exploitation	3 241	3 455
- Autres charges d'exploitation	- 26	- 45
Produit Net Bancaire	34 655	41 090

Note 19 : Autres produits d'exploitation non bancaire

Autres produits d'exploitation (en K€)	31.12.2017	31.12.2016
Revenus des immeubles	1 884	1 866
Produits divers d'exploitation (Charges refacturées)	383	427
Autres produits divers d'exploitation	974	1 161
Total	3 241	3 454

Note 20 : Charges générales d'exploitation

Charges générales d'exploitation (en K€)	31.12.2017	31.12.2016
Charges de personnel	10 257	10 431
Rémunération du personnel	7 774	13 085
Charges sociales	3 492	4 676
Charges fiscales	889	1 388
Autres charges de personnel	23	- 136
Provisions PSE	- 1 921	- 8 582
Impôts et taxes	530	684
Services extérieurs	- 10	- 644
Location	72	777
Provisions PSE-Baux des agences	- 100	- 1 450
Transports et déplacements	18	29
Autres services extérieurs	7 617	9 579
Entretien-Réparation-Fournitures	2 054	2 365
Honoraires extérieurs	2 655	3 473
Autres services extérieurs	3 132	4 153
Provisions PSE coûts annexes	- 224	- 412
Transfert de charges PDV	-	-

Total	18 394	20 050
Note 21 : Coût du risque		

Coût du risque (en K€)	2017	2016
Opérations avec la clientèle	- 10 080	- 6 682
Dotations nettes sur créances douteuses	- 3 188	- 3 143
Moins values sur ventes	- 32	- 56
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provisions	- 1 333	- 2 261
Dotation sur provision pour clause de garantie	- 784	-
Moins Values sur créances cédées	- 4 314	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provisions	- 316	- 774
Pertes exceptionnelles couvertes par provisions	- 113	-
Dotations nettes sur provisions pour décote sur créances restructurées	-	- 802
Dotations nettes sur provisions pour moratoires sur créances restructurées	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	354
Autres opérations	- 434	135
Provisions d'exploitation	- 612	- 100
Autres reprises de provisions	178	235
Total	- 10 514	- 6 547

CMP-Banque a procédé au 28 juin 2017 à la cession de la totalité des encours douteux, douteux compromis et surendettement sur une base arrêtée au 31.12.2016. Cette opération a porté sur 5 433 dossiers pour un montant d'assiette brut de 66,4 M€ (à la date de cession) et une valeur nette comptable de 30,9 M€. Elle a généré une moins-value de cession totale de -3,8 M€.

Les créances cédées au titre des 180 jours d'impayés ou de surendettement à compter de janvier 2017, représentant 205 dossiers pour une valeur brute faciale de 3,5 M€ et nette de 2,1 M€ ont engendré une moins-value de cession totale de -0,48 M€.

Les cessions de créances réalisées par le biais du contrat-cadre de cession sont assorties d'une clause de résolution pour créances non-conformes. Une dépréciation correspondante de 0,78 M est enregistrée dans les comptes au 31.12.2017.

Suite à la cession de la totalité des encours de surendettement depuis juin 2017, CMP-Banque ne comptabilise plus de décote. L'intégralité du stock de décote au 31.12.2016 a été repris et intégré dans le calcul de la moins-value sur créances cédées.

Note 22 : Synthèse des provisions

Synthèse des provisions (en K€)	Provisions 2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cessions de créances	Provisions 2017
Provisions établissement de crédit	-	-	-	-	-
Provisions clients	37 851	10 013	- 5 785	- 34 386	7 693
Provisions sur titres de placement	0	-	-	-	0
Provisions sur titres de participation	-	-	-	-	-
Provisions pour dépréciations d'actif immobilisé	-	-	-	-	-
Provisions débiteurs divers	59	41	- 13	-	87
Provisions pour risques et charges	9 617	740	- 2 292	-	8 065
Total	47 527	10 794	- 8 090	- 34 386	15 845

Note 23 : Régime fiscal

Le Groupe Crédit Municipal de Paris a opté pour le régime de l'intégration fiscale. L'option a été renouvelée à la fin de l'exercice 2013 pour une nouvelle période de 5 ans.

L'impôt sur les sociétés a été calculé au taux de 33 1/3 %.

L'économie d'impôts réalisée au titre de l'année 2017 du fait du régime d'intégration fiscale est de 3 272 341 € de charge d'IS et 71 135 € de contribution sociale, soit un total de 3 343 476 €.

Les impôts différés passifs concernent la réévaluation de l'immeuble d'exploitation du Crédit Municipal de Paris restant à amortir. Celle-ci bénéficie d'une fiscalisation différée. Les impôts différés actifs concernent principalement les provisions non déductibles fiscalement (provisions pour gestion extinctive CMP-Banque).

L'activation des créances d'impôts différés impacte le résultat le résultat consolidé à hauteur de - 1 231 513€.

	Taux impôt	Capitaux propres	Total	Impôt	Résultat net
Résultat consolidé			1 763 877		1 763 877
Impôts Société			- 797 448	- 797 448	
Impôts Différés			1 231 513	1 231 513	
Dégrèvement fiscal					-
Base			2 197 942	434 065	1 763 877

	Taux impôt	Capitaux propres	Résultat brut	Impôt	Résultat net
Base impôts différés 2016	33,33%		- 1 263 586	- 421 195	- 842 391
Base impôts différés 2017	33,33%		4 958 126	1 652 709	3 305 417
Résultat fiscal 2017	3,30%		- 1 061 229	- 353 743	- 707 486
Résultat non fiscalisé			69 695		69 695
Bonis prescrits			- 457 210	- 152 403	- 304 807
Crédit d'impôt mécénat			- 49 173	- 29 504	- 19 669
Crédit d'impôt compétitivité et emploi				- 261 798	261 798
Régularisation ID			1 319		1 319
Total		-	2 197 942	434 065	1 763 877

Note 24 : Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt de 271,5 K€ généré en 2016 a été utilisé sur l'exercice 2017 pour les travaux de rénovation et de déménagement de l'Agence comptable, le démarrage des travaux du service Ventes Expertises et Conservation, la mise aux normes de sécurité du sous-sol ainsi que pour des dépenses sur le système d'information de CMP-Banque.

Note 25 : Éléments exceptionnels

Nature des comptes (en K€)	2017	2016
Charges exceptionnelles	95	189
Moins values sur cession actifs	-	-
Moins values sur réalisation de gages	-	-
Titres annulés sur exercices antérieurs	43	144
Indemnités pour gage détériorés	10	7
Autres pertes exceptionnelles	42	38
Produits exceptionnels	52	35
Mandats annulés sur exercices antérieurs	5	8
Recouvrements après admission non valeur	-	-
Produits exceptionnels divers	47	27
Résultat exceptionnel	- 43	- 154

AUTRES INFORMATIONS**Effectifs**

L'effectif pourvu en équivalent temps plein au 31.12.2017 est de 144 ETP.

Rémunérations

Le montant des jetons de présence distribués aux administrateurs au titre de l'exercice 2017 est de 33 K€ et respecte le cadre de l'enveloppe allouée de 36 K€ votée lors de l'AGO du 31 mars 2017. La rémunération des dirigeants n'est pas mentionnée, cela revenant à fournir l'information concernant leur rémunération individuelle.

Honoraires des commissaires aux comptes

Montant en € HT	KPMG	Grant Thornton	Total
Audit Maison Mère	47 500	47 500	95 000
Audit Filiale	80 000		80 000
Services autres que la certification des comptes	0	0	0
	127 500	47 500	175 000

Événements postérieurs à la clôture

Le Comité d'Orientation et de Surveillance et le Conseil d'Administration de CMP-Banque du 13 février 2018 ont retenu le choix d'un scénario de gestion externalisée du portefeuille crédits et des fonctions support, pour la finalisation de la gestion extinctive de CMP Banque. La mise en œuvre de ce scénario devrait couvrir le 2ème semestre 2018 et le 1er semestre 2019. L'hypothèse de cession du portefeuille résiduel entre 2020 et 2023 retenue dans le plan d'affaires d'origine est considérée comme une option pouvant ne pas être exercée.

IV. - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

A l'attention du Conseil d'Orientation et de Surveillance du Crédit Municipal de Paris (E.P.A.),

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du Crédit Municipal de Paris (E.P.A.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Opérations de cession des encours de crédit risqués et non performants

Risque identifié

Au cours de l'exercice 2017, CMP-Banque a procédé à la cession de l'intégralité des encours de crédit risqués et non performants (créances douteuses, douteuses compromises et de surendettement) arrêtés au 31 décembre 2016 ainsi qu'à la cession mensuelle des nouveaux flux entrants en douteux avec des impayés supérieurs à 180 jours et des plans de surendettement homologués par la Banque de France depuis le 1^{er} janvier 2017 (cf. Note 1 de l'annexe des comptes consolidés).

Ces opérations de cession ont généré un résultat de cession correspondant à la différence entre la valeur nette comptable des créances et leur prix de cession (cf. Note 21 de l'annexe des comptes consolidés). En parallèle, CMP-Banque a revu sa méthode de provisionnement des encours non performants non encore cédés à la clôture et applique des taux de dépréciation correspondant aux taux moyens de pertes observés sur les cessions de créances de même nature réalisées sur 2017 (cf. Note 2 de l'annexe des comptes consolidés).

Nous avons considéré ces opérations comme un point clé de l'audit pour les raisons suivantes:

impact matériel sur le bilan et le compte de résultat du Groupe au 31 décembre 2017;

incidences significatives sur les processus opérationnels et les procédures comptables relatifs aux encours de crédit ;

incidences sur les espoirs de recouvrement des créances douteuses non cédées à la clôture.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne mis en place par la banque pour assurer le correct traitement des cessions de créances.

Nous avons également apprécié la fiabilité et la pertinence des évolutions opérées sur les processus opérationnels et les procédures comptables en cours d'exercice, en particulier sur la nouvelle méthodologie de provisionnement des encours résiduels de crédits douteux, douteux compromis et de surendettement.

Pour la cession de juin, nous avons mis en œuvre les procédures substantives suivantes:

rapprochement du contrat-cadre de cession avec l'acte de cession, les fichiers de suivi des encours et les données comptables
validation du schéma et des écritures de cession comptabilisées (en particulier le calcul de la moins-value de cession).

Pour les cessions mensuelles des flux à compter du second semestre, nous avons apprécié l'efficacité du dispositif pour identifier les créances concernées. Au moyen de sondages, nous avons revu la validité des traitements comptables mensuels.

Nous avons vérifié que les notes annexes donnent une information appropriée

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 mars 2018. Les commissaires aux comptes : KPMG S.A. Ulrich Sarfati Associé / GRANT THORNTON Hervé Grondin Associé et Azarias Sekko Directeur.